

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19 place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Auch, le 12/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GERSYCOOP

ZI
32500 FLEURANCE

Références : 2022-0245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement GERSYCOOP implanté ZI 32500 FLEURANCE. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERSYCOOP
- ZI 32500 FLEURANCE
- Code AIOT dans GUN : 0006802202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

En 2008, la coopérative céréalière GERSYCOOP a été créée par la fusion des Silos du Mirandais et de la Coopérative Agricole de Fleurance Avezan. Cette coopérative est spécialisée dans les céréales et dispose d'une dizaine d'installations classées dans le département du Gers. Sur le site de Fleurance, zone industrielle, le site est autorisé pour le stockage de céréales et soumis à déclaration pour le stockage d'ammonitrates.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2021
- Action nationale ammonitrates 2022 : cette action vise spécifiquement la maîtrise du risque incendie dans les installations de stockage d'ammonitrates soumises à autorisation ou déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Alarme	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Informé le SDIS des dangers	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Rétention, existence et disponible	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1	/	Sans objet
Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Chlorures de potassium proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Engins de manutention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.7	/	Sans objet
Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	/	Sans objet
Détection incendie ammonitrates	AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 4	/	Sans objet
Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	/	Sans objet
Désenfumage ammonitrates	AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 3	/	Sans objet
Case stockage engrais	AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 2	/	Sans objet
Sol	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.9	/	Sans objet
Déport de bande TB3	AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier la mise en conformité du site vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2021 (déport de bande, détection incendie, désenfumage et état des sols).

La visite a également permis de vérifier un bon respect des prescriptions techniques relatives à la maîtrise du risque incendie sur la zone de stockage des ammonitrates. Quelques justifications complémentaires sont attendues sous 15 jours pour compléter cette vérification.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantité stockée
Prescription contrôlée : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4702 sont soumises aux dispositions de l'annexe 1. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.
Constats : Les quantités stockées le jour de la visite sont conformes aux quantités autorisées et sont bien soumises à déclaration sous la rubrique 4702 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
Prescription contrôlée : Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : -les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) -les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale -le nitrate d'ammonium technique -les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
Constats : La visite du bâtiment dans lequel sont stockés les ammonitrates a permis de vérifier le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir la propagation d'un incendie par nappe enflammée
Prescription contrôlée : Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles-liquides ou solides accidentellement fondus ne puisse atteindre le stockage d'engrais.
Constats : La visite du bâtiment dans lequel sont stockés les ammonitrates a permis de vérifier le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chlorures de potassium proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion de matières particulièrement incompatibles
Prescription contrôlée : Le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage, si l'exploitation le requiert et qu'il n'existe pas d'alternatives envisageables. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels d'engrais chlorure de potassium avec les autres engrais. Ils sont a minima séparés par une case ou un espace de 5 mètres et un mur dimensionné pour éviter la mise en contact accidentelle.
Constats : Le site stocke du chlorure de potassium. La visite du bâtiment dans lequel sont stockés les ammonitrates a permis de vérifier le respect de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Engins de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Rangement et précaution d'utilisation
Prescription contrôlée : Les engins de manutention doivent être totalement nettoyés avant et après entretien et réparation et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais. Toute opération de maintenance, d'entretien ou de réparation est effectuée à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais.
Constats : La visite du bâtiment dans lequel sont stockés les ammonitrates a permis de vérifier le respect de cette prescription. Les engins de manutention sont stockés à l'écart.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eclairages et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique
Prescription contrôlée : L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses. Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais. Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage. Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.
Constats : La visite du bâtiment dans lequel sont stockés les ammonitrates a permis de vérifier le respect de cette prescription : <ul style="list-style-type: none">- l'éclairage est réalisé par des néons- il n'y a pas de transformateur dans le bâtiment- l'interrupteur général a été vu et répond à la prescription
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection incendie ammonitrates

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, ammonitrates
Prescription contrôlée : La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en mettant en place un dispositif de détection incendie au niveau du magasin de stockage d'engrais vrac et big-bag et de transmettre le bon de commande sous un délai de 3 mois. Rappel article 4.3.1 : Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
Constats : Un système de détection automatique a été installé conformément à la prescription rappelée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2021. Les fiches techniques de ces détecteurs doivent être récupérées auprès du fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Alarme incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini au point 4.3.1
Constats : Le site dispose d'un système d'alarme incendie pour les installations de stockage des céréales. Le système de détection automatique d'incendie installé conformément à l'article 4.3.1 (cf. fiche de constat précédente) a été intégré au système d'alarme existant. L'exploitant doit intégrer ce nouveau dispositif de détection dans le contrat qui le lie à la société qui gère l'alarme incendie. Une information de l'exploitant est attendue sur ce point sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Proximité des stockages des moyens eau
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
Constats : Le site dispose de 2 poteaux incendie. L'implantation d'un des deux poteaux est à moins de 100m du stockage d'ammonitrates. De plus, dans le cadre de l'extension autorisée récemment (nouveaux silos de stockage de céréales en cours de construction), des réserves d'eau en propre vont être installées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
Constats : Des extincteurs sont présents à proximité du stockage d'ammonitrates. La périodicité du contrôle réglementaire est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accessibilité pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.
Constats : La configuration du site permet de répondre aux exigences de cet article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Informer le SDIS des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Aide pour l'intervention des SDIS
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.
Constats : L'exploitant dispose de plans du site qui peuvent être mis à disposition du SDIS. Le SDIS a été consulté dernièrement dans le cadre du projet autorisé d'extension du stockage de céréales et est donc en contact régulier avec l'exploitant. L'exploitant doit toutefois améliorer l'identification des zones à risque sur plan et sur site. Il doit tenir informer l'inspection des installations classées des suites données sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage ammonitrates

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, ammonitrates
Prescription contrôlée : La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 2.4.4 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en mettant en place un dispositif d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, au niveau du magasin de stockage d'engrais vrac et big-bag et de transmettre le bon de commande dans un délai de 3 mois. Rappel article 2.4.4 : Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i.
Constats : Le bâtiment de stockage des ammonitrates disposait d'une ventilation naturelle en toiture mais pas suffisante pour répondre aux exigences de cette prescription. Avec l'aide d'un prestataire extérieur, l'exploitant a calculé les besoins complémentaires et fait les travaux nécessaires afin de disposer de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur conformes à cet article et ainsi répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Case stockage engrais

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, ammonitrates
Prescription contrôlée : La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en supprimant les cavités présentes au niveau de la case de stockage d'engrais et de transmettre le bon de commande dans un délai de 3 mois. Rappel article 2.4.1 : Les magasins de stockage et aires de stockage extérieures doivent présenter les caractéristiques suivantes : - [...] - sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique "4702-II ou 4702-III".
Constats : Les réparations ont été réalisées et le sol des zones de stockage répond désormais à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Exigences pour l'accueil des stockages de 4702-II
Prescription contrôlée : Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique 4702-II ou 4702-III, le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température
Constats : Le sol des zones de stockage est légèrement incliné et permet de répondre à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention, existence et disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence, dimensionnée et adaptée pour récupérer les eaux de sinistre
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais du fait de leur entraînement par les eaux de pluie, de nettoyage ou d'extinction. Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis au point 4.3.2. Les matières recueillies sont traitées conformément au point 5.5 ou utilisées conformément au point 5.8. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Le stockage d'ammonitrates est réalisé en intérieur, à l'abri des intempéries. Le bâtiment dispose d'une fosse de rétention naturelle au niveau de la fosse de déchargement des engrais vrac. Lors de la visite, il a été constaté que le bâtiment peut servir de rétention. Toutefois, aucun calcul n'a été réalisé pour vérifier la capacité du bâtiment à retenir les eaux d'extinction. Une justification de l'exploitant est attendue sur ce point sous 15 jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déport de bande TB3

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, stockage céréales
Prescription contrôlée : La société GERSYCOOP, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais, Zone Industrielle de Fleurance, est mise en demeure, sous un délai de 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en équipant le transporteur à bande TB3 de dispositifs de déport de bandes.
Constats : Le transporteur à bande TB3 situé au dessus des cellules de stockage est équipé, aux deux extrémités, d'un dispositif de contrôle du déport de bande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet